

<https://ricochets.cc/Siphonner-les-pauvres-pour-alimenter-les-riches-et-la-Croissance.html>



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

- Les Articles -

Publication date: mardi 5 septembre 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Les pauvres sont pauvres, mais ils sont nombreux, et y a toujours moyen de les ponctionner davantage. Les nombreux minces filets font les grandes rivières de fric qui irriguent non-stop les plus riches et la valorisation du Capital. Vive le ruissellement !

Et puis les dirigeants du système en place considèrent sans doute que les pauvres mécontents auront toujours le « choix » d'émigrer vers des contrées temporairement plus propices ?

Et puis il suffirait de travailler dur et de faire des efforts pour « réussir » n'est-ce pas ? Réussir quoi ? Pour quel pourcentage de personnes ?

► **Quelques illustrations récentes plus bas de ce mouvement d'expropriation continue en France sous Macron 2.**

Apprendre à adorer la « valeur travail » et à excécrer les prétendus « assistés »

Pour la mégamachine, pour la civilisation industrielle, les pauvres d'ici et encore moins ceux d'ailleurs ne comptent pas plus que pour les rois et nobles d'antan, voire moins. Les pauvres sont une main d'oeuvre à exploiter à bas coût, un épouvantail pour docilement pousser à l'aliénation au travail, et une source de fric à essorer au maximum.

Pour se faire, on leur apprend à être soumis et travailleur (à adorer la « valeur travail » et à excécrer les prétendus « assistés »), à adhérer aux valeurs immondes du système qui les broient. Et si un jour de ventre vide ils se rebiffent trop : répression policière/militaire, mutilations, prison, massacres et centres de redressement.

Le macronisme est parfaitement au service de la mégamachine : diminuer les revenus des travailleurs et les services publics, réduire les prestations sociales pour avoir plus d'argent à donner aux milliardaires et multinationales, amputer les conquits sociaux (sécurité sociale, chômage, RSA, APL..), favoriser la précarité et le chacun pour soi pour livrer des travailleurs dociles au marché de l'emploi, etc.

Le macronisme n'est pas incompetent puisqu'il remplit très bien sa mission : servir le capitalisme et ses plus gros possédants. Comme tout gouvernement, le régime Macron reconduit la mégamachine, il sert l'Etat et le Capital à sa manière, ici sans prendre de gants.

Il faut dire aussi que les marges de manoeuvre des politicards se rétrécissent. Face à un techno-capitalisme de plus en plus totalitaire pris dans les filets serrés de la concurrence et de la valorisation infinie du capital, tout gouvernement a le choix entre « toujours plus de Croissance et d'ultra-libéralisme » et « toujours plus de Croissance et d'ultra-libéralisme ». A l'intérieur du cadre de la civilisation industrielle, il n'y a effectivement pas d'alternatives.

La pauvreté et l'appauvrissement, c'est la conséquence de la loi du Marché et de l'Etat

Cerise sur le gâteau : y a de plus en plus de pauvres ou d'appauvris. (et ça ne va pas s'arranger avec les catastrophes écologiques/climatiques et le pétrole qui sera de plus en plus rare et cher)

Forcément, le Capital et l'Etat ont besoin de toujours plus d'argent, et il faut bien le prendre quelque part ce fric diabolique. Vu que le gâteau pourri des « richesses » ne pourra jamais s'étendre à l'infini malgré les dopages aux « innovations » et la dévastation totale de la planète, les classes subalternes sont « invitées » à se saigner et à subir toujours pour que les plus riches maintiennent leur niveau de « vie » non négociable (Yacht, jets privés, multiples villas, SUV de luxe, bijoux et vêtements de marque, voyages « de rêve »...), et surtout pour que le capitalisme ait suffisamment d'argent à moudre afin d'éviter son effondrement.

La pauvreté endémique et l'appauvrissement généralisée, c'est la conséquence de la loi du Marché et de l'Etat, c'est la légalité et la politique défendues par la flicaille, c'est pas la faute à des politicards supposés « incompetents », aux exilés, aux écolos ou aux martiens.

L'enrichissement et le consumérisme, c'est la ruine et la destruction

Mais par ailleurs, l'enrichissement et le consumérisme, moteurs de la mégamachine, c'est la ruine, la déliquescence et la destruction.

Evidemment, la "solution" n'est ni dans l'acceptation des inégalités sociales énormes inhérentes à la mégamachine, ni dans une quête démesurée de richesses (de biens et de pouvoir, de délivrance des réalités matérielles de la vie) pour toustes, impossible et destructrice, même si les machines et leurs produits sont aux mains des travailleurs, même si des révoltes mettent fin à l'Etat et au Capital.

POURQUOI LE BILAN ÉCONOMIQUE DE MACRON EST CALAMITEUX :

Une petite musique est diffusée dans les reportages et les articles : le bilan d'Emmanuel Macron serait bon, comme en témoigne la baisse continue du taux de chômage et des prévisions de croissance correctes. La hausse du nombre de millionnaires et l'enrichissement considérable des actionnaires tendrait à montrer que le pays est un champion du capitalisme. « La réussite discrète de l'économie française » titrait Courrier International début août, reprenant un article du magazine britannique The Economist. Les membres du gouvernement ne sont pas en reste : le 27 août, Gérald Darmanin déclarait « Nous avons un bon bilan pour les classes populaires et moyennes, même s'il n'est pas toujours compris ». D'où viennent alors les difficultés financières dans nos entourages, pour nous-mêmes, et ce sentiment général que les choses vont mal, très très mal ? N'avons-nous « pas compris » tout le bonheur que nous vivons ? Pour cette rentrée, nous vous proposons notre bilan économique et social de la situation du pays. Disons-le d'emblée : elle est catastrophique.

En juillet dernier, le ministre de l'économie Bruno Le Maire se félicitait de la « performance remarquable » de l'économie française cette année. Pensez-vous, le PIB a augmenté de 0.5% au deuxième semestre. Un tel résultat « montre le succès de la politique économique que nous avons engagée depuis 2017 avec le président de la République » s'est réjoui le ministre.

Tout d'abord, notons qu'il prend l'indicateur qui l'arrange, car il en existe un autre qui en dit long : la balance commerciale, c'est-à-dire la différence entre ce que nous importons et ce que nous exportons. Bruno Le Maire n'en parle pas car elle est très déficitaire, et les secteurs où le pays est excédentaire où il produit vers l'extérieur, ne sont pas prometteurs : le tourisme nous tire par exemple vers le haut, avec un excédent de 2.4 milliards d'euros, mais à quel prix et pour combien de temps ? Lorsque l'invasion de locations touristiques rend les zones littorales et certaines villes inabordables pour celles et ceux qui y travaillent, et alors qu'il est de plus en plus avéré que le tourisme de masse est insoutenable d'un point de vue écologique et qu'il entretient des emplois faiblement rémunérés, on peut douter de l'intérêt d'une telle performance.

L'augmentation du PIB, dont il parle, la fameuse croissance, ne dit quant à elle pas grand-chose de la santé d'un pays, de nombreux économistes l'ont montré depuis des années. D'abord parce qu'elle ne prend pas en compte les nombreux échanges non monétaires ou profitables qui interviennent dans une société (entraide, travail gratuit, etc.) mais surtout parce qu'elle ne dit rien de la répartition de cette manne.

Or, dans une économie capitaliste comme la nôtre, la richesse produite est captée par une minorité tandis que les autres n'en voient quasiment plus la couleur. Et ce phénomène s'en renforcé depuis que Macron est au pouvoir : chaque année, un nouveau record de distribution de dividendes est atteint. Sur ce même deuxième trimestre où le PIB a donc augmenté de 0.4%, les dividendes distribués en France ont cru de 13.3% par rapport à l'année précédente. Cela veut dire que la captation de la richesse par quelques-uns avance beaucoup plus vite que la richesse produite au niveau national. **Cela montre aussi que plutôt que d'investir dans l'économie, comme ils aiment qu'on décrive leur rôle, les actionnaires préfèrent accumuler. Ils se gavent, et c'est à ça que notre**

travail, désormais, sert principalement, car le gouvernement a mis en place les règles qui favorisent ce phénomène. Et la France est championne, car l'augmentation des dividendes est beaucoup plus forte qu'ailleurs, en Europe (9,7% de hausse) comme dans le monde (4.9%).

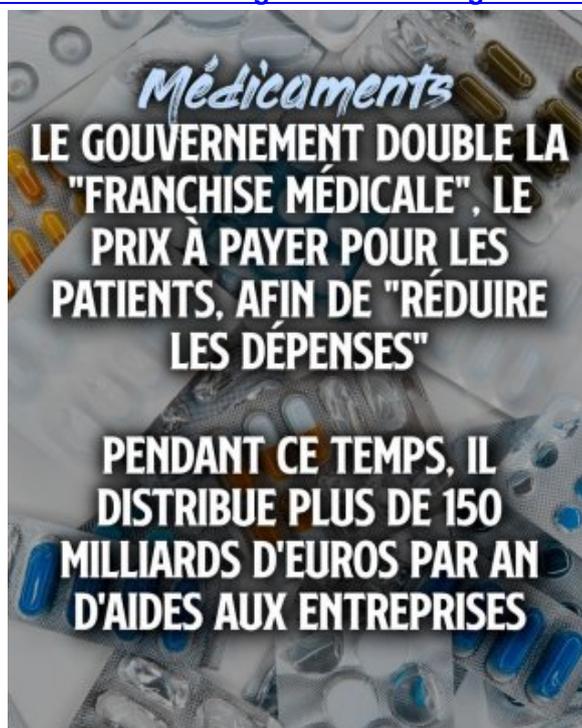
Cela permet au passage de rappeler que nous ne sommes pas, comme les idéologues bourgeois aiment le dire, dans une « économie de marché », où le dynamisme économique et les « lois du marché » alloueraient les richesses aux endroits qui les produisent. Nous vivons dans une économie de prédation ou, avec le soutien de régimes politiques, une classe sociale se nourrit de ce que nous produisons. En ce moment, nous en payons doublement le prix, car cette exploitation de notre travail distribuée ensuite en dividende se double d'une inflation record qui nous extorque le peu que nous gagnons, alors que plus rien ne la justifie. Selon l'association de consommateur UFC Que choisir, se nourrir en France coûte aujourd'hui 25 % plus cher qu'en janvier 2022...

Dire « l'économie va bien » n'a aucun sens. Il y a leur économie, et la nôtre. La nôtre, celle des travailleurs salariés ou indépendants, ou des chômeurs, va très mal, comme nous allons le voir.

(...)

Forcer les gens à rester dans un emploi où ils sont mal payés et maltraités, et les faire travailler plus longtemps : c'est la feuille de route du gouvernement pour la suite du quinquennat.

- ▶ La suite est à lire ici : <https://www.frustrationmagazine.fr/bilan-regression/>



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

§ LA SÉCURITÉ SOCIALE ATTAQUÉE DE TOUTES PARTS

- ▶ Déremboursement des médicaments, augmentations des franchises médicales : l'offensive macroniste -

La première ministre a annoncé ce 23 août que « l'augmentation des franchises médicales fait partie des réflexions pour redresser les finances publiques ». Le gouvernement entend en effet doubler les franchises médicales, c'est-à-dire le prix des médicaments restant à payer par les patients.

Une partie des médicaments ne seront ainsi plus remboursés, totalement ou partiellement. « La piste à l'étude est d'augmenter de 50 centimes » la franchise actuelle, déclarait Thomas Cazenave, ministre délégué aux Comptes

publics ce 25 août. Pour rappel, pendant longtemps, les médicaments prescrits étaient gratuits pour les patient-es, puisque pris en charge par l'État. Le gouvernement Sarkozy a instauré en 2008 une « franchise » obligeant les patient-es à payer une partie de leur traitement. Macron veut aller plus loin. C'est une atteinte gravissime au droit à l'accès aux soins pour toutes et tous, sous prétexte de combler le « trou de la sécu ».

La sécurité sociale, conquête arrachée de haute lutte par la Résistance antifasciste à la Libération, garantissait l'accès à la santé pour toutes et tous. Des soins gratuits et de qualité garantis sans conditions de ressources, car la santé ne doit jamais être une marchandise. On voit le contre-exemple aux Etats-Unis, où les pauvres ne peuvent pas se soigner, où des personnes doivent emprunter et s'endetter lorsqu'ils ont une maladie grave, où la moindre fracture coûte des milliers d'euros, où les assurances santé privées se gavent de milliards... Voilà le modèle macroniste : effriter peu à peu l'accès public et gratuit au soin. Y compris dans les pharmacies, au moment de récupérer ses médicaments.

Le doublement de la franchise pourrait « rapporter de 500 à 600 millions d'euros dans les caisses de l'État » selon le gouvernement. Autrement dit, peu de chose. En comparaison, l'État français verse 156 milliards d'euros d'aides aux entreprises chaque année : 300 fois plus, juste pour aider les patrons ! Et la fraude fiscale à elle seule est estimée à 100 milliards d'euros par an. En plus, le gouvernement prétendait que la réforme des retraites permettrait de faire des économies pour « financer la santé ».

Il y a donc, derrière, cette franchise des médicaments, qui finalement ne rapporte pas grand chose au budget de l'État, une volonté plus profonde qu'un objectif économique : une volonté d'humilier, d'attaquer un droit. Une punition collective.

Encore une fois, alors même que les actionnaires ne cessent de se remplir les poches, ce sont les classes populaires et les plus précaires qui sont rackettées jusqu'à leurs médicaments. Un mépris criminel.

Bruno Lemaire, ministre de l'économie et des finances publiques à ses heures perdues, déclarait en juin dernier avoir « identifié au moins 10 milliards d'économie ». On s'en doute, il ne s'agit pas de faire payer des impôts aux multinationales et aux grands patrons, ni de couper les budgets indécents des membres du gouvernement pour leur petit confort personnel, ni encore moins de réduire le nombre de détenu-es ou l'armement meurtrier de la police... Il vise notamment « les aides au logement, rabotées de deux milliards d'euros par an, et le soutien à l'emploi en cette période de chômage bas, plus particulièrement l'apprentissage et le compte personnel de formation ». Le gouvernement va également s'attaquer au bouclier énergétique alors que les tarifs de l'énergie explosent sur fond de libéralisation. Nous subissons depuis trop longtemps les réformes successives de l'assurance-chômage et des retraites, qui ont déjà plongé dans la misère des milliers de travailleur-ses...

À ce rythme là, sans assurance chômage, sans aides sociales minimales, sans protection contre l'inflation abusive des prix de l'énergie, sans accès à une sécurité sociale... ce sont des milliers de personnes qui vont perdre (et qui perdent déjà) leur moyen de subsistance et de soin.

Se soigner, se nourrir convenablement, avoir accès à un logement décent, se chauffer... tout cela devient un luxe dont une partie de la population se voit privée. Comme la plupart de nos droits sociaux, conquis grâce à la force des luttes, le droit à la santé se privatise. Seuls les riches vont bientôt pouvoir subvenir à leurs besoins. **Mais ces assistés du capital ont-ils compris que si les classes populaires et les travailleur-ses ne se nourrissent plus, ne se soignent plus, ils n'auront plus personne à exploiter ni plus personne pour produire ce dont ils ont besoin pour survivre ?**

(NOTE : peut-être comptent-ils sur des armées de robots ?)



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

€ 1ER SEPTEMBRE : LA RÉFORME DES RETRAITES ENTRE EN VIGUEUR

En janvier dernier, un immense mouvement social se levait contre un projet de Macron : reculer l'âge du départ en retraite. Au-delà des retraites, la déferlante qui a pris les rues a remis en cause bien d'autres choses : le capitalisme, l'utilité du travail, le sens de la vie...

Pendant 5 mois, des millions de personnes sont descendues dans les rues et se sont mises en grève. Des électriciens ont organisé des coupures ciblées. Des éboueurs en lutte ont laissé des milliers de poubelles dans les rues, ensuite transformées en barricades de feu. Les murs se sont recouverts de tags. Le mouvement s'est réinventé : après les manifestations encadrées, des cortèges sauvages et nocturnes se sont déployés, notamment suite au 49-3. Des métropoles entières ont été bloquées lors d'opérations villes mortes. Des ministres ont été poursuivis à coup de casseroles jusqu'au fin fond de la France.

Mais le gouvernement est quand même passé en force. Cette réforme rejetée par 93% des actifs a été imposée par le 49-3 et la matraque. Le bilan est lourd : les blessé-es et les arrestations se comptent par milliers, les poursuites continuent. Certaines personnes sont mutilées à vie.

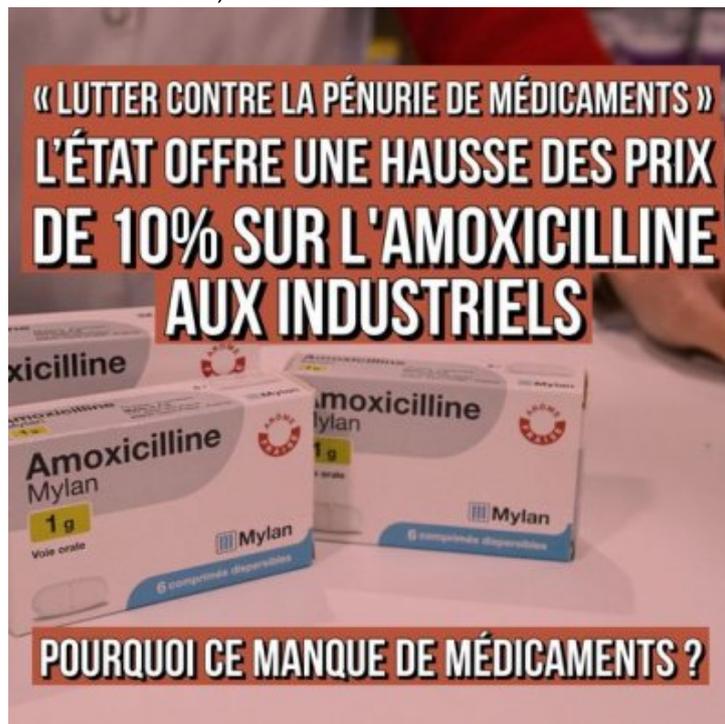
Mais durant ces mois de colère, des liens se sont tissés, une incroyable inventivité s'est déployée. Le courage et la beauté étaient de notre côté.

Alors, qu'a-t-il manqué ? De stratégie peut-être, d'offensivité sans doute. Nous avons été prévisibles. Les premières semaines de manifestations étaient parfaitement contrôlées. Et méprisées par le pouvoir, malgré leurs dimensions colossales. Les directions syndicales ont imposé un tempo de la défaite. Mais ce constat est insuffisant. Nous n'avons pas réussi à nous organiser à la base, pas suffisamment en tout cas pour se passer des consignes de ces directions. Il a manqué d'espaces pour inscrire notre agenda, imposer notre tempo. Et comme souvent, les milieux « radicaux » sont restés paralysés par leurs propres divisions.

Aujourd'hui entre en vigueur cette réforme. Aujourd'hui, des millions de travailleurs perdent des droits. Cet échec, malgré la résistance grandiose, doit nous renforcer. De défaite en défaite, jusqu'à la victoire.

(posts de Contre Attaque)

(NOTE : rappelons que le pouvoir se fout que les rebelles aient raison, ou que "le courage et la beauté" sont de leur côté - Le pouvoir regarde l'issue de la bataille)



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

L'industrie pharmaceutique spéculer sur nos vies

En France, cela fait maintenant bientôt un an que plus de 450 médicaments se font rares.

Ces derniers mois, plus d'un français sur trois a été confronté à une pénurie de médicaments en pharmacie (c'est-à-dire trois jours sans pouvoir l'obtenir). 3000 molécules étaient difficilement trouvables l'hiver dernier.

De plus, la consommation de médicaments a logiquement augmenté de novembre à février, alors que nous avons subi consécutivement des épidémies de Covid-19, de grippe et de bronchiolite.

Pour pallier ce manque, le gouvernement français a passé un marché avec 13 laboratoires qui ont accepté de produire plus de stock, en échange d'une hausse des prix.

Parmi eux, l'amoxicilline, produit par Biogaran qui est l'antibiotique le plus consommé et le plus prescrit.

Remboursé à 65% par la Sécurité sociale, ce médicament coûtera dorénavant 23 centimes de plus à la charge du patient.

Le prix initial passe à 5,89 euros pour une boîte de 14 comprimés dont 2,29 euros à la charge du patient.

Cette pénurie est la conséquence de plusieurs échecs sous fond de globalisation et d'ultra libéralisation des systèmes de santé.

Les médicaments se produisent en trois étapes.

D'abord par la production de principes actifs ou de matière première, puis le façonnage et enfin le conditionnement.

La première étape se déroule dans des laboratoires de chimie qui ont été très largement délocalisés, notamment en Chine et en Inde.

On estime que 80% de composants destinés au façonnage et au conditionnement sont aujourd'hui majoritairement produits et importés depuis l'Asie.

En cause, le jeu de l'offre et la demande qui nécessite une main d'oeuvre toujours moins chère.

La spéculation sur notre santé offre au secteur privé les pleins pouvoirs.

L'industrie pharmaceutique crée elle-même les conditions d'une pénurie suivant des logiques de rentabilité, alors

que ses entreprises engendrent aujourd'hui des profits records.

En 40 ans, la France est passée d'environ 450 usines de production de médicaments à moins de 250.

Elle a été reléguée de la première à la cinquième place parmi les producteurs européens.

40% des médicaments génériques sont produits par seulement deux laboratoires dans le monde.

Emmanuel Macron a promis une relocalisation de la production d'une cinquantaine de médicaments qui ne peut être que très partielle.

En juin dernier, François Braun, ministre de la santé, annonçait que l'hiver serait encore très difficile.

Ce problème est mondial et ne se situe pas uniquement en Europe.

De nombreux facteurs vont augmenter notre consommation de médicaments et détériorer notre santé.

Le réchauffement et les pollutions, le vieillissement des populations, notamment du Nord d'un côté et le besoin d'accès à la santé pour les populations du Sud-global émergent, concerne des milliards de personnes.

Produire localement ne suffira pas à freiner les ambitions frénétiques des groupes industriels, c'est l'intégralité de la chaîne de production qu'il faut nationaliser et socialiser.

La période en cours nous montre que l'industrie pharmaceutique spéculé sur nos vies.

L'inflation est un bon moyen pour elle de continuer à s'en mettre plein les poches, avec la complicité des États.

(post de CND)

(NOTE : toute entreprise capitaliste doit/veut s'en mettre plein les poches, le fait de satisfaire des besoins réels est secondaire/accessoire. Une entreprise capitaliste n'a pas pour objectif de créer des emplois ou des « richesses » ou des médicaments ou de la nourriture ou n'importe quoi, mais de fabriquer de l'argent pour valoriser le capital. Les emplois ne sont qu'un moyen pour se faire, que le capitalisme cherche toujours à réduire au minimum)



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

} LA FAIM JUSTIFIE LES MOYENS

Se nourrir coûte 25% de plus qu'en janvier 2022

4Se nourrir coûte 25% de plus qu'en janvier 2022 selon l'UFC Que Choisir. Dans le même temps, les salaires n'ont quasiment pas augmenté. L'argument du gouvernement pour ne pas rehausser les salaires était que cela risquait d'augmenter l'inflation. L'inflation est là, et les salaires stagnent. Cela veut dire qu'en valeur réelle, les salaires ont massivement baissé. C'est comme si tous les patrons avaient amputé massivement toutes les paies !

4Dans le même temps, le CAC 40 enregistre au premier semestre 2023 des profits sans précédent, frôlant les 80 milliards d'euros. Jamais les entreprises du CAC 40 n'avaient récolté autant de bénéfices. Et tout ça, soi-disant, en pleine « crise ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les grandes entreprises profitent de l'inflation pour augmenter leurs prix et leurs marges. Tout simplement. Par exemple, le groupe Carrefour a presque triplé ses bénéfices en 1 an !

4La consommation alimentaire des ménages a chuté de 17 % en un an et demi, et la consommation totale a baissé de 11,4% selon l'INSEE. Une diminution sans précédent. Cela veut dire que les gens se privent de denrées essentielles.

4Les Restos du coeur sont submergés. A leur création par Coluche en 1985, les Restos du coeur distribuaient 8 millions de repas par an. En 2016, 130 millions. En 2023, l'association est désormais submergée, en raison de difficultés financières liées à l'inflation. Le président des Restos du Coeur dit que jusqu'à 150 000 personnes qui ont besoin d'aide alimentaire ne peuvent pas être aidées. Interrogé sur TF1, il estime même que l'association pourrait mettre la clé sous la porte d'ici 2 ou 3 ans.

4Pendant ce temps, le gouvernement augmente le prix des médicaments et laisse le prix de l'essence s'envoler ...

La faim justifie les moyens : lorsque des millions de personnes n'auront plus de quoi subsister, et survivront au jour le jour sans perspectives, dans une insécurité sociale complète, il deviendra très difficile de se révolter collectivement. Le temps presse.



Siphonner les pauvres pour alimenter les riches et la Croissance

LA GÉNÉROSITÉ DE BERNARD ARNAULT EST UNE FAKE NEWS

- Désintox : un don déduit des impôts et dérisoire comparé à une fortune de 203 milliards d'euros -

; En 1985, Coluche fondait les Restos du Coeur, une association d'aide alimentaire d'urgence qui devait alerter les pouvoirs publics afin qu'ils résorbent le problème de la pauvreté. 38 ans plus tard, l'association assure 35% de l'aide

alimentaire en France et distribue des dizaines de millions de repas par an. L'État français se repose sur une association et ses bénévoles pour éviter d'assumer son rôle. Aujourd'hui, les Restos du Coeur sont en grave difficulté financière à cause de la « hausse très importante » du nombre de personnes qui demandent de l'aide et de l'inflation. Ils sont même menacé de fermeture à moyen terme.

ï Face à ce scandale, un milliardaire en profite pour redorer son image. Les chaînes titrent ce lundi 4 septembre sur Bernard Arnault qui verse une « aide de 10 millions d'euros » à l'association. Le propriétaire du numéro un mondial du luxe LVMH serait donc un généreux donateur volant au secours du bon peuple. Pour rappel, la fortune de Bernard Arnault est passée de 20 à 203 milliards d'euros en 10 ans, devenant l'homme le plus riche du monde alors que les inégalités se creusent en France. Aurore Bergé, caniche macroniste s'est empressée de communiquer ses « remerciements » au milliardaire ami du président.

ï Cette annonce est surtout une fake news. Lorsqu'une personne fait un don à une association agréée, elle bénéficie de remises d'impôts. Dans le cas des Restos du coeur, la réduction d'impôts est de 66% sur les dons. La famille Arnault ne donne donc « que » 3,33 millions d'euros et le contribuable 6,66 millions d'euros. Ces 6,66 millions d'euros sont donc prélevés sur le budget de l'État, c'est de l'argent public.

ï **Maintenant, regardons les ordres de grandeur. 3,33 millions, cela paraît énorme, mais sur une fortune de 203 milliards, ça ne représente que 0,0016%. Moins d'un millième de sa richesse ! 0,0016% : ramenons ce don à une personne dans la moyenne. Sur un salaire de 1500Euros, cela reviendrait à un don de 1,06Euros.** Quelqu'un qui donnerait cette somme serait au mieux ignoré, au pire traité de radin.

ï Si les Restos du coeur sont en difficulté, c'est notamment à cause de la suppression de l'ISF. Lorsque Macron a supprimé cet impôt sur la fortune, cela a provoqué à partir de 2018 un effondrement des dons de la part des plus riches, selon une étude menée à la demande de la fondation des Apprentis d'Auteuil. Auparavant, les bourgeois faisaient des dons pour réduire leurs impôts sur la fortune et se donner une image généreuse à peu de frais. Depuis, « la majorité des sommes économisées par les exonérés d'ISF ont été consacrées à des dépenses de consommation ou de l'épargne classique, et moins que prévu à des dons ». Résultat, beaucoup d'associations caritatives se sont retrouvées sans ressources.

ï Le mécanisme de réduction d'impôt en lui même pose problème. Il permet aux riches d'échapper aux impôts en redirigeant une somme vers l'association de leur choix. Et elles ne sont pas toujours caritatives, il y a même des associations peu recommandables. **Pour schématiser, la charité est une valeur de droite et la solidarité une idée portée par la gauche. Une société juste est une société où les richesses sont réparties de façon à ce que chacun ait accès aux besoins essentiels. Pas une société inégalitaire et néolibérale, dans laquelle des milliardaires décident s'ils choisissent de donner ou non quelques piécettes aux miséreux pour se donner bonne conscience. Un système basé sur la « charité » venue d'en haut, et un autre basé sur la solidarité collective et l'entraide horizontale. Ces systèmes sont diamétralement opposés, pour mettre l'un en place, il nous faudra détruire l'autre.**

(posts de Contre Attaque)

PS:

Qui sait, qui peut prévoir ? Un jour, peut-être, des pauvres, appauvris et des rebelles de tout bord s'allieront pour renverser la mégamachine et les tyrans assistés (technocrates, oligarques, actionnaires, politicards...) qui en profitent en accentuant les misères sociales et en ravageant la planète ?

Qui peut prévoir ? Un jour, ces révoltés ne se résigneront plus et cesseront de croire aux promesses illusoire des syndicats et partis ?